

# UNE RÉ-ENTRÉE SCOLAIRE

Par Frank et Janet Ruddock



Les Ruddocks ont été en poste à Kinshasa (1978-1980) et à notre Ambassade à Bruxelles (1983-1987). Frank travaille à la Direction des relations générales - États-Unis, à Ottawa. Ils ont deux fils, Patrick (8 ans) et Robin (6 ans).  
\*Pour plus de détails sur les indemnités d'études, lorsque l'on doit, par exemple, faire appel à un précepteur, veuillez prendre contact avec Lloyd Pochopsky, ABMA, Tél:(613)992-9309

"Mme Ruddock, avez-vous songé à une école privée? Ou à l'immersion française - qui freinerait leur anglais." Cette déclaration d'un représentant de l'enseignement public a marqué le début des frustrations éprouvées par une famille du Service extérieur lors du retour au système éducatif canadien.

Après deux années passées dans une école primaire britannique à Bruxelles, nos deux fils, l'un âgé de quatre ans et l'autre de six ans, savaient lire, écrire en lettre moulée et commençaient à faire des maths.

C'étaient deux enfants tout à fait normaux, qui progressaient au même rythme que leurs condisciples et étaient heureux dans une école qui encourageait les enfants au lieu de les pousser. Nous étions revenus, pleinement décidés - avec la conviction que donne un portefeuille peu garni - de mettre Patrick et Robin dans une école publique au lieu d'un établissement privé. Ce que nous voulions, c'est qu'ils reçoivent un enseignement en anglais, avec français obligatoire, et qu'ils acquièrent les connaissances de base.

Alors, où donc est le problème? Les familles du Service extérieur le connaissent assez bien: dans les écoles à l'étranger, l'enseignement théorique commence plus tôt qu'au Canada et les programmes d'acquisition des connaissances de base sont plus poussés qu'ici. C'est ainsi que les enfants qui seraient considérés comme d'âge préscolaire au Canada, sont déjà bien avancés dans ce domaine, si on les compare aux enfants canadiens qui participent encore à des programmes de "préparation" dans des jardins d'enfants.

Trouver des solutions au problème étant le métier des familles du Service extérieur, nous avons eu le plaisir de participer à d'innombrables rencontres et échanges de correspondance avec des enseignants, des principaux, des superviseurs et des membres de conseils scolaires. Alors qu'on nous avait promis qu'on laisserait nos enfants progresser à leur propre rythme, ceux-ci ont été obligés d'étudier des choses qu'ils connaissaient déjà. N'étant plus stimulés par l'école, nos fils ont été gagnés par l'ennui et les frustrations. Nous avons fait notre possible à la maison, mais au

bout de 14 mois, nous étions au bord de la défaite.

L'attitude générale à notre égard était que nous étions responsables de nos problèmes, du fait que nous appartenions au Service extérieur et nous avions laissé nos enfants entrer très jeunes à l'école. Cette première suggestion, nous rabattre sur une école privée - c'était devenu un leitmotiv des représentants des autorités scolaires qui tenaient sans aucun doute à se débarrasser de nous -- acquit pour nous un sens nouveau. C'est alors que nous avons découvert l'existence de la Counterpoint School, l'une des écoles parallèles dont le nombre croît sans cesse à Ottawa et dont les structures sont suffisamment souples pour pouvoir être adaptées aux talents et aux intérêts de chaque enfant, tout en améliorant leurs connaissances de base. Dans cette école, les classes sont peu chargées et chaque enfant poursuit un programme d'étude indépendant. À Counterpoint, l'avance acquise par nos fils à Bruxelles, considérée comme un véritable boulet à traîner dans le système scolaire public, a été appréciée et encouragée, et dans une telle atmosphère, nos deux enfants se sont à nouveau épanouis.

Bien que nos préoccupations et nos priorités ne soient pas nécessairement partagées par tout le monde, nous avons rencontré beaucoup d'âmes sœurs au cours de notre périple kafkaïen à travers le système éducatif. Le Service extérieur crée des conditions telles qu'à son retour au Canada, votre enfant doit suivre un enseignement pratiquement fait sur mesure, sans quoi, il court le risque de piétiner ou de régresser, sans même parler des inévitables perturbations auxquelles il est exposé sur le plan social. Même avec la meilleure volonté du monde, l'enseignement public semble incapable de faire face à une situation que connaissent bien de nombreuses familles du Service extérieur, ou refuse de le faire. Une dernière remarque qui risque de vous déplaire. Si vous ne réglez pas le dilemme de l'éducation de vos enfants au cours de votre séjour au Canada, vous risquez de vous retrouver dans la situation inverse lorsque vous repartez à l'étranger: vos enfants ont maintenant pris du retard par rapport aux programmes internationaux qui avancent à un rythme plus rapide. Y a-t-il quelqu'un qui aurait de l'argent pour payer des précepteurs?